

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative  
Bât. A  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 08/07/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/07/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Communauté d'agglomération l'Albigeois**

Service Gestion des Déchets  
Parc François Mitterrand  
81160 Saint-Juéry

Références : 81-DECHETS-2026-61

Code AIOT : 0006804704

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2026 dans l'établissement Communauté d'agglomération l'Albigeois implanté lieu-dit Ranteil 81000 Albi. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans les heures qui ont suivie l'incendie survenu dans la nuit du 1er juillet 2026 sur la plateforme de compostage du site de Ranteil, exploité par la Communauté d'agglomération de l'Albigeois (C2A).

Elle ne visait pas à déterminer les causes de l'incendie mais à vérifier les conséquences du sinistre, la conformité réglementaire de l'installation avant l'incendie et les éventuels facteurs ayant pu

influencer son déroulement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Communauté d'agglomération l'Albigeois
- lieu-dit Ranteil 81000 Albi
- Code AIOT : 0006804704
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Ranteil est entièrement dédié à la gestion d'une grande partie des déchets générés sur le territoire de la communauté d'agglomération de l'albigeois (C2A). La C2A est autorisée à y exploiter les activités suivantes :

- Installation de transit de déchets ménagers et assimilés et de déchets industriels banals (centre de transfert), autorisée par l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2011 (rubriques 2714 et 2716 - déclaration) ,
- Installation de compostage autorisée par l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2001 (rubrique 2780 - enregistrement), actualisée par lettre préfectorale du 23 février 2023.
- Déchetterie bénéficiant d'un récépissé de déclaration du 23 septembre 1996 (rubrique 2710 - déclaration).

Véolia Agriculture France gère la plateforme de compostage pour le compte de la C2A.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle            | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Situation administrative     | Arrêté Préfectoral du 25/01/2001, article 1er     | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 3  | Intégration dans le paysage. | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 7       | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 4  | Localisation des risques.    | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 10      | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 5  | Clôture de l'installation.   | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 15      | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |
| 6  | Accessibilité.               | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 16 > I. | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 7  | Moyens d'alerte et de        | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19      | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | lutte contre l'incendie.                             |                                                    |                                                                                                                            |                       |
| 9  | Exploitation et déroulement du procédé de compostage | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 28       | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 10 | Dispositifs de rétention.                            | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 34 > IV. | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|---------------------------|----------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Implantation.             | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 5 > 5-1. | Sans objet        |
| 8  | Consignes d'exploitation. | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 22       | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**La visite d'inspection, réalisée à la suite de l'incendie ayant affecté la plateforme de compostage, a mis en évidence plusieurs non-conformités présentant un enjeu particulier au regard de la prévention et de la gestion du risque incendie.**

L'inspection a notamment constaté un défaut d'entretien des abords de la plateforme ayant favorisé la propagation du feu au-delà de l'emprise de l'installation, ainsi que l'absence de confinement complet des eaux d'extinction.

Enfin, l'inspection a relevé que le classement administratif de l'activité de broyage apparaît inadapté au regard de la nature des matières effectivement traitées.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

|                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/2001, article 1er     |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques concernées par les activités |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                    |
| Extrait du tableau des rubriques:                                                  |

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Nature de l'installation                                                                            | Volumes et quantité autorisée                                                                                                                                                                           |
|----------|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2260-1   | ?      | B r o y a g e ,<br>concassage,<br>criblage ... des<br>substances<br>végétales et<br>tous produits<br>organiques<br>naturels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Broyeur mobile                                                                                      | Puissance de<br>plus de 200 kW                                                                                                                                                                          |
| 2780-2b  | E      | Installation de<br>compostage de<br>déchets non<br>dangereux ou de<br>matière végétale<br>ayant, le cas<br>échéant, subi<br>une étape de<br>méthanisation.2<br>- Compostage<br>de fraction<br>fermentescible<br>de déchets triés<br>à la source [...] en mélange avec<br>des déchets<br>admis dans une<br>installation<br>relevant de la<br>rubrique 2780-1.<br>b) La quantité<br>de matières<br>traitées étant ≥<br>à 20 et < à 75<br>tonnes/jour | Plateforme de<br>compostage de<br>déchets verts et<br>de déchets<br>organiques triés<br>à la source | Quantité de<br>déchets<br>susceptibles<br>d'être présents :<br><b>40 tonnes/jour</b><br><br>D é c h e t s<br>v é g é t a u x :<br>11 000 tonnes/an<br>Déchets triés à<br>la source :<br>3500 tonnes /an |

#### Constats :

L'installation de compostage réceptionne exclusivement des déchets verts, qui sont broyés sur place. Une partie du broyat est ensuite compostée sur la plateforme de Ranteil , tandis que le reste est expédié vers d'autres installations du groupe Véolia Agriculture France, sans faire l'objet d'un compostage sur le site de Ranteil.

Dans ce contexte, l'inspection considère que l'activité de broyage relève de la rubrique 2794 - broyage de déchets verts et non 2260 - broyage de substances végétales.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Dans un délai d'un mois, afin de régulariser la situation administrative de l'installation, l'exploitant transmet un porter-à-connaissance pour l'activité de broyage des déchets verts. Il analyse notamment les implications de changement de rubrique sur les prescriptions à respecter et sur la conformité de l'installation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

## N° 2 : Implantation.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 5 > 5-1.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une installation de compostage comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une aire* (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des matières entrantes ;</li> <li>- une aire* (ou équipement dédié) de stockage des matières entrantes, adaptée à la nature de celles-ci ;</li> <li>- une aire* (ou équipement dédié) de préparation le cas échéant ;</li> <li>- une aire* (ou équipement dédié) de fermentation aérobie ;</li> <li>- une aire* (ou équipement dédié) de maturation ;</li> <li>- une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation le cas échéant ;</li> <li>- une aire de stockage des composts et déchets stabilisés avant expédition le cas échéant.</li> </ul> <p>Un nombre d'aires inférieur est accepté sur justification explicite de l'exploitant.</p> <p>Les aires signalées avec un astérisque (*) sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé.</p> <p>A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site.</p> <p>Le plan de masse du site précisant la fonction des différentes aires fait partie intégrante du dossier d'enregistrement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation ne reçoit que des déchets végétaux de particuliers ou de professionnels. Dotée d'une plateforme entièrement revêtue et imperméable, elle comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une aire de réception des matières entrantes;</li> <li>• une aire réservée aux opérations de broyage-criblage.</li> <li>• une aire de fermentation et de dégradation;</li> <li>• une aire de maturation;</li> <li>• une aire pour les refus de criblage;</li> <li>• une aire pour le produit finit.</li> </ul> <p>Le plan de masse a été présenté lors de la visite d'inspection.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

**N° 3 : Intégration dans le paysage.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 7                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des abords                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.<br>L'ensemble du site, de même que ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Constats :</b><br><br>La visite d'inspection a permis de constater que les abords de la plateforme de compostage ne font pas l'objet d'un entretien régulier permettant de maintenir la végétation à un niveau suffisamment bas. La présence d'une végétation haute et sèche au voisinage immédiat de l'installation est susceptible de favoriser la propagation d'un départ de feu au-delà des zones de stockage et de traitement.<br>L'exploitant indique que cette situation résulte de l'indisponibilité du prestataire habituellement chargé de l'entretien de la végétation.<br>En l'espèce, cette absence d'entretien a contribué à la propagation de l'incendie en dehors de l'emprise de la plateforme de compostage, en favorisant une continuité végétale combustible entre l'installation et les espaces environnants. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Dans un délai d'un mois, l'exploitant procède à l'entretien des abords de la plateforme afin de maintenir la végétation à un niveau limitant le risque de propagation d'un incendie. Il renouvelle les opérations de débroussaillage et d'entretien aussi souvent que nécessaire pendant toute la période présentant un risque d'incendie. Il transmet des photos à l'inspection après le premier entretien.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 4 : Localisation des risques.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation des risques.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant recense les zones de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces zones de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphère explosive ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Outre l'activité de compostage, susceptible de présenter un risque d'incendie, l'installation est équipée d'une cuve aérienne à double paroi d'une capacité de 500 litres destinée au stockage de carburant.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan localisant les zones présentant des risques d'incendie ou d'accident. En outre, ces risques ne sont pas matérialisés sur le site par une signalisation adaptée, ce qui est susceptible de nuire à leur identification par les intervenants et les services de secours.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant procède à la matérialisation des zones à risques sur l'installation et il transmet le plan recensant ces zones à l'inspection.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**N° 5 : Clôture de l'installation.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 15</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clôture de l'installation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres de manière à y interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.</p> <p>Ces dispositions ne s'appliquent toutefois pas aux installations connexes d'un élevage compostant uniquement ses propres effluents.</p> <p>Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est desservi par deux accès, dont l'un est exclusivement réservé aux équipes d'exploitation. Ces accès sont maintenus fermés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>La visite d'inspection a toutefois permis de constater que la limite Est du site n'est pas clôturée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| En conséquence, l'installation ne bénéficie pas d'une clôture continue sur l'ensemble de son périmètre, ce qui est susceptible de permettre un accès non autorisé au site.                          |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Dans un délai de 6 mois, l'exploitant clôture totalement sur une hauteur de deux mètres son site pour en interdire l'accès. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                               |

#### N° 6 : Accessibilité.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 16 > I.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accessibilité.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.<br><br>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.<br><br>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'accès principal réservé aux usagers constitue également la voie d'accès des services d'incendie et de secours en cas d'intervention.<br>Il a été constaté, lors de la visite d'inspection, qu'une chargeuse était stationnée sur la plateforme de stockage de bois en dehors des heures ouvrées. Elle a été totalement calcinée dans l'incendie. Ce stationnement est susceptible de gêner ou de retarder l'accès et les manœuvres des services d'incendie et de secours en cas d'intervention, notamment lors d'un incendie.                                                                                                                                                |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Dans un délai d'un mois, l'exploitant complète ses consignes d'exploitation afin d'interdire le stationnement des engins sur la plateforme de compostage en dehors des heures d'ouverture de l'installation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 7 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :<br><br>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m <sup>3</sup> /h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Si cette dernière n'est pas exclusivement destinée à l'extinction d'incendie, l'exploitant matérialise le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie et s'assure de la disponibilité permanente de la réserve d'eau. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir reçu l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation ; [...]<br>L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'installation de compostage est desservie par un poteau d'incendie raccordé au réseau public d'alimentation en eau.<br>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de produire un justificatif attestant que ce poteau d'incendie permet de délivrer le débit minimal de 60 m <sup>3</sup> /h requis. Par ailleurs, il ressort des éléments communiqués qu'au cours de l'intervention liée à l'incendie, les services d'incendie et de secours ont privilégié l'utilisation des eaux de plateforme stockées dans les lagunes pour assurer l'alimentation en eau des moyens de lutte contre le sinistre, afin de limiter le prélèvement sur le réseau public d'eau potable.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmet à l'inspection le résultat du contrôle du poteau incendie de la plateforme de compostage.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 8 : Consignes d'exploitation.**

|                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 22 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation.               |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                               |

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs de confinement et d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 4 de l'article 34 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ; l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre.

L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.

**Constats :**

Les consignes ont été présentées. Elles n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Exploitation et déroulement du procédé de compostage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 28

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déroulement du compostage.

**Prescription contrôlée :**

[...]

La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à trois mètres. La hauteur peut être portée à cinq mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la hauteur de certains tas ou andains paraissait, à l'appréciation visuelle de l'inspection, bien supérieure à trois mètres.<br/>L'exploitant a contesté cette appréciation sans disposer d'un moyen de mesure pour le justifier</p>                                                                                                                     |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant complète ses consignes d'exploitation afin de préciser les modalités de contrôle de la hauteur des tas ou andains, notamment les moyens de mesure mis en œuvre et la fréquence des vérifications, de manière à garantir le respect de la hauteur maximale autorisée.<br/>Cette consigne est transmise à l'inspection.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

N° 10 : Dispositifs de rétention.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 34 &gt; IV.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de rétention.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Les orifices d'écoulement du dispositif de confinement sont en position fermée par défaut.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La plateforme de compostage est équipée, sur deux de ses côtés, de caniveaux de collecte munis de grilles avaloirs destinés à recueillir les eaux issues du procédé de compostage. Ces eaux sont ensuite dirigées vers deux lagunes de stockage. La pente de la plateforme est aménagée de manière à favoriser leur écoulement vers ces ouvrages de collecte.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, les opérations de lutte contre l'incendie étaient toujours en cours. Les services d'incendie et de secours poursuivaient l'arrosage d'un andain encore en combustion. Il a été constaté qu'une partie des eaux d'extinction n'était pas interceptée par les caniveaux de collecte et s'écoulait en dehors de la plateforme, en direction du milieu naturel. Ce constat met en évidence que le dispositif de collecte ne permet pas d'assurer le confinement de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

Dans un délai de six mois, l'exploitant réalise les travaux nécessaires afin de garantir la collecte et le confinement de l'intégralité des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre, notamment les eaux d'extinction d'un incendie, et d'empêcher tout écoulement vers le milieu naturel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois